

pour de sérieux combats à son industrie, obligée de réduire d'ici 2020 ses émissions de CO2 de 21 % par rapport à leurs niveaux de 2005. Cette contrainte

adapte (S.I.A.) ou les innombrables initiatives de développement de l'emploi (ILDE) est encore bien plus flagrante à Bruxelles. Une réforme de l'ordonnance qui les or-

commerce équitables) pour les impliquer dans une concertation sur les politiques d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises.

nes d'objets encombrants si la Région bruxelloise se propose d'exploiter les moyens actuels par le FEDER (le fonds structurel européen) à cet égard.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE SONDE LES LEADERS D'OPINION SUR L'AVENIR ÉNERGÉTIQUE DE LA BELGIQUE

Le futur peint en vert par les décideurs

Imaginez. Les logements se concentrent autour de bassins d'emplois pour limiter les déplacements. Tous les ménages - riches ou pauvres - vivent dans des habitations qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment. La production agricole est complètement durable. Les véhicules individuels sont interdits dans les centres urbains, mais tout citoyen a accès en permanence aux transports en communs à un coût abordable. Réparer un objet coûte moins cher que de le remplacer... Toutes ces touches de changement composent le tableau dans lequel, aux yeux des leaders d'opinion belges, nous devrions vivre en 2050.

L'esquisse a été composée par des chercheurs de l'ULB et de la VUB à la demande du Conseil fédéral du développement durable (CFDD). Pour réaliser l'enquête trisannuelle sur «l'assise sociale du développement durable», les chercheurs ont sondé 72 «personnes-clés ou décideurs» dans des sphères aussi diverses que la politique, l'entreprise, les syndicats, les administrations ou le monde académique.

Ils se sont naturellement souciés de l'acceptation du terme «développement durable» par tous ces notables: «Alors qu'en 2002, quand le terme était connu, il était souvent considéré comme trop compliqué ou, pire, inutile, nous pouvons affirmer aujourd'hui que le terme est bien compris et intégré dans les discours.» Ainsi, l'écrasante majorité des sondés (82 %) ne considère pas le développement durable comme un phénomène de mode. Mais pour un nombre de décideurs (53 %), la consécration de ce concept arrive trop tard.

Surtout, les chercheurs ont tenté de dégager des «consensus» sur les changements que le développement durable devrait imprimer

mer à notre société. Ils ont fantasmé quelques images d'avenir, décrivant la vie désirable en Belgique en 2050, sur base d'idées for-

mandé à leurs cobayes le degré de faisabilité (et de souhaitabilité) d'une série de mesures concrètes d'ici à 2020. Ainsi, une large majorité des sondés (73 %) plébiscite l'idée d'une mention «*mitigé gravement à l'environnement*» sur tous les produits «dangereux». Les leaders d'opinion plaident pour des tarifs d'électricité progressifs: plus un ménage consomme, plus le kWh serait cher (78 % des sondés trouvent la mesure désirable, 66 % l'estiment réalisable). 69 % des décideurs considèrent que les cantines (d'écoles, d'entreprises, etc.) devraient proposer des menus végétariens par défaut et n'offrir de viande que sur demande expresse. Grâce à la fiscalité verte, le prix du CO2 devra être internalisé dans celui de tous les produits de consommation (la mesure est réaliste pour 73 % des sondés). Et en 2020, les voitures de société ne devraient plus constituer un avantage salarial: la

disposition est réaliste aux yeux de 66 % des leaders. Par contre, si l'idée de remplacer la nourriture importée par une production agricole locale et saisonnière séduit 56 % des sondés, elle ne semble réaliste qu'à 47 % d'entre eux. Quant à l'idée de faire de la Belgique un meneur en matière de technologies de capture et de stockage de carbone (CCS), elle n'est ni désirable (17 %) ni réalisable (9 %). De même pour celle de rationaliser les voyages touristiques en avion (désirable pour 41 %, réalisable pour 29 %).

Si l'étude a le mérite de donner une idée de l'évolution de la pensée «verte» en Belgique, elle présente sans doute par manque de représentativité. Les chefs d'entreprises y sont largement sous-représentés: ils sont seulement trois à avoir joué le jeu de l'enquête jusqu'au bout. ■ F.R.

Enquête consultable sur www.frdco.be

L'indice-pivot des salaires ser-

Le Bureau du Plan prévoit allocations sociales et les locations sociales de décembre 2010, selon les locations sociales et les salaires donc être augmentés de 2,1 % en 2011, note le Bureau fédéral du travail. L'inflation devrait atteindre 2,1 % en novembre, l'inflation depuis six mois. L'indice pivot, devrait attei-

Le chômage dans la Région l-

À la fin du mois de septembre, 102.416 demandeurs d'emploi étaient inscrits au chômage mensuel de 33 personnes mercredi par Actiris. La Région bruxelloise a enregistré de moins de 1.000 créations d'emploi depuis octobre. En ce qui concerne le service bruxellois de l'emploi, 1,8 % par rapport à l'année

L'Echo - 5/11/2009